

La recherche agronomique oublierait-elle les agriculteurs ?

Didier Spire

Rédacteur en chef

C'est en relisant les vieux écrits que l'on retrouve les vérités premières ; on s'aperçoit alors que les problèmes que l'on croit d'actualité existent depuis bien longtemps.

Dans l'Encyclopédie, à l'article Blé, Voltaire écrivait ceci :

« Vers 1750, la nation française, rassasiée de vers, de tragédies, de romans de réflexions plus ou moins romanesques et de disputes théologiques sur la grâce et les convulsions, se mit enfin à raisonner sur les Blés. On oublia même les bergers pour ne parler que du froment et du seigle. On écrivit des choses utiles sur l'Agriculture. Tout le monde les lut, excepté les laboureurs. »

Cette réflexion nous interpelle toujours. Nous qui faisons de la recherche, n'oublions-nous pas le point de vue de l'agronome ? Nous, chercheurs, qui faisons de louables efforts pour favoriser l'agriculture, n'oublions-nous pas un peu les agriculteurs ?

Réfléchir sur notre métier, c'est d'abord se poser la question fondamentale : A quoi sert-on et à qui sert-on ?

Le chercheur agronome du nord ne peut manquer de s'interroger sur les contradictions qu'il rencontre à l'heure présente. Durant de longues années, il avait participé à une recherche visant à accroître des productions. Et maintenant on lui affirme que nous produisons trop et que le paysan doit geler une partie de ses terres. A-t-il trop bien travaillé ? Son rôle a-t-il été inutile ou pire, les résultats qu'il a obtenus n'ont-ils servi qu'à créer des difficultés aux agriculteurs qu'il était chargé d'aider ? N'a-t-il pas permis par ses recherches le progrès de certains seulement, contribuant à un développement inégal et à la disparition du paysage rural de ceux qui n'avaient pas

accès au progrès ? Et quel progrès ? Pour qui ?

Certes, les recherches agronomiques ne sont pas responsables des crises économiques qui déferlent sur l'agriculture. Mais chacun peut rechercher dans son jardin sa contribution au dysfonctionnement de notre monde. Les scientifiques comme les autres. Pour ma part, je vois plusieurs raisons qui auront pu contribuer à éloigner le chercheur de l'objectif final d'une recherche agronomique : le bien-être de l'agriculteur, de l'agriculture et à travers elle de la société tout entière.

* * *

L'idéologie et les pratiques construites autour de la compétitivité contribuent par exemple à la séparation entre recherche et but de la recherche. La compétitivité était au départ un moyen nécessaire, accélérant le processus créatif, une modalité de comportement stimulant l'esprit scientifique. Elle devient chaque jour d'avantage le but principal, non seulement de la recherche mais aussi des sociétés elles-mêmes. Les raisons données à cette compétitivité sont simples : nous sommes engagés dans une guerre technologique et économique, à l'échelle mondiale. Le meilleur gagnera et tant pis pour les autres. Notre survie passerait donc par une guerre économique. Bien entendu, une infime partie de la population mondiale est susceptible, selon ces principes, d'atteindre la dignité d'excellent élève. Pour les autres, peu importe que des conséquences désastreuses soient à prévoir !

Au principe de compétitivité et d'une recherche d'excellence, on accole immédiatement (et logiquement vu le manque de financement) celui d'exclusion. Cette exclusion frappe progressi-

vement, de manière plus ou moins marquée, des personnes, des groupes sociaux, des pays, et atteint même des continents entiers.

On en arrive ainsi à créer un modèle de vérité scientifique qui est seulement du côté du plus fort, et le maintien des inégalités scientifiques et techniques en est *a posteriori* justifié. L'idéologie de la compétitivité crée une recherche scientifique qui renforce alors la logique d'affrontement au lieu d'être un facteur de paix.

La compétitivité peut être aussi un facteur réductionniste de la science. D'abord par les structures qu'elle engendre : concentration des chercheurs sur des thèmes dits « porteurs » et des objets dits « modèles » ; financement de ces entités concentrées au détriment d'équipes plus petites. A ce jeu là, les sciences agronomiques qui sont, par essence même, diversité, études en conditions locales, interprétation d'une nature domestiquée toujours changeante, se réduisent vite à quelques modèles permettant d'accéder au premier rang et à un désert scientifique ailleurs. Elles s'éloignent davantage encore des conditions d'application en agriculture. Le chercheur connaîtra de plus en plus de choses sur des sujets limités, au détriment d'une connaissance globalisante indispensable à la compréhension du réel. Le savoir devient parcellisé.

Risque supplémentaire, la compétition pour des sujets « porteurs » engendre des thèmes à la mode ou des techniques sophistiquées qui peuvent être dangereux. On voit se créer une aristocratie du savoir scientifique, nuisible à la nécessaire démocratie de la connaissance et des chercheurs, qui, pris dans l'engrenage de la compétition, n'ont plus le temps de prendre connaissance des progrès issus d'autres disciplines et des problèmes posés par les agriculteurs. La pluridisciplinarité y perd, le transfert de connaissances et la diffusion vers le praticien également. Les sujets traités risquent de ne plus correspondre aux besoins des individus, mais à des programmes (rentables du point de vue des publications) décidés par des technocrates de la science ne prenant en compte que l'intérêt de groupes dominants. La recherche devient une finalité en soi. Or, il y a dans la science, et particulièrement dans l'ensemble des sciences agronomi-

ques un rôle de rééquilibrage du savoir, indispensable à une bonne compréhension des besoins d'un monde rural. N'est-ce pas d'ailleurs une des fonctions essentielles de notre revue *Agricultures* qui fait se côtoyer des disciplines très diverses, traitant à des fins de comparaison des situations rurales très variées ?

Si je critique l'utilisation pervertie de la compétitivité dans le monde moderne, c'est aussi pour les risques que cela pose au niveau de la communication scientifique. Dans une stratégie de chercheur mis en état de compétitivité, les publications deviennent le moyen d'être reconnu de la communauté scientifique de « haut niveau ». Pour être reconnu, il faut donc publier dans les revues internationales, anglophones de préférence. Certes, le besoin de s'intégrer parmi les meilleurs scientifiques de sa discipline est louable. Certes, cette communication sur des valeurs universelles (le sont-elles dans leur transposition régionale ?) est indispensable au progrès de la science. Mais l'accumulation de données de base dans les revues anglo-saxonnes peut avoir pour conséquences un glissement du gisement de savoir et un développement inégal des applications de ces recherches. Un équilibre est à trouver de façon à rendre universellement réparties les retombées de la science. Et ceci sera alors une contribution au développement de toutes les agricultures. Tout se passe comme si l'information devenait d'abord une confirmation de la valeur d'excellence d'un laboratoire ou d'un chercheur qui serait apprécié d'après la revue où il publie et non sur la qualité de l'information produite. Ce qui importe, à la fin, n'est-ce pas la valeur du travail fourni ?

Le rééquilibrage de la communication passe par un effort de notre communauté scientifique francophone qui doit concentrer et accentuer ses actions. L'information doit permettre de valoriser de nombreuses équipes, par des échanges d'idées, des comparaisons de méthodes, une répartition des tâches, mettant fin à la « médiocrité » de certains résultats, supprimant les paralysies de l'isolement, éliminant les complexes d'infériorité. Ni dominants, ni dominés. Le rôle des grandes équipes, les mieux formées, utilisant des techniques de pointe, devrait être alors

d'appuyer, d'entraîner, d'agglomérer autour d'elles celles qui par leur taille réduite ou leur éloignement ne peuvent suffisamment valoriser leurs études.

* * *

Ces réflexions sur les stratégies scientifiques liées à la compétitivité doivent nous inciter à mieux analyser le processus scientifique qui doit nous conduire à confronter sciences biologiques et milieu rural. Le chercheur agronome, pour mieux identifier la complexité du réel, doit avant toute réflexion, fonder sa connaissance sur le principe même de la relativité de cette connaissance, c'est-à-dire élaborer une stratégie à long terme prenant en compte l'aspect évolutif de sa science en même temps que celui des besoins. Les problèmes à résoudre nous parviennent par de nombreux canaux et sont morcelés dans diverses disciplines. Or, nul ne peut se passer de l'idée d'ensemble (sur le monde, la société, les campagnes...), même le spécialiste. Une connaissance qui isole son objet, le mutile ou le trahit. L'erreur la plus grande serait de séparer le sujet de recherche de son environnement, un système de son écosystème. En revanche, il faut vérifier les idées générales à l'aide d'acquis scientifiques puisés dans les diverses disciplines de la science. Ces acquis évoluant, la vérité globale, toujours relative à l'instant, évoluera également.

Cet aller et retour permanent du général au fait de détail, des faits vérifiés à une nouvelle généralité plus approfondie, doit nous permettre de mieux comprendre les milieux complexes et de nous rapprocher de la société rurale en y incorporant les besoins des agriculteurs et une réalité qui se situe dans le multidimensionnel et qui est toujours inachevée. Dans le domaine scientifique, les résultats importants viennent rarement de la connaissance exhaustive d'un objet, même si on l'affuble du nom de « modèle » parce qu'il est facile à manipuler. Les évolutions et les applications naissent plutôt à la marge, par recouvrement et même opposition entre plusieurs disciplines. La discipline qui prétend posséder à elle seule toute la connaissance d'un sujet est bien rarement dans le vrai. Edgar Morin dit qu'il n'y a pas

de savoir totalisant. Ce constat devrait nous ramener à une certaine humilité.

* * *

En interrogeant le réel, en se penchant sur le monde de la complexité que représente un espace rural, on s'aperçoit vite que ce savoir complexe comporte une part considérable d'incertitudes.

Et bien souvent, dans le secteur agricole, ces incertitudes ne proviennent pas de la recherche et ne lui sont qu'indirectement reliées. Encore faut-il que le progrès scientifique ne contribue pas à les accroître.

Aussi devient-il important de savoir comment les agriculteurs répondent aux instabilités, aux risques économiques, à l'incertitude. Risques et incertitudes sont au cœur même de la décision prise par les acteurs du monde agricole. Or l'environnement international a pesé et pèse négativement sur la dynamique des agriculteurs et les rythmes des économies agraires sont largement modulés par une conjoncture caractérisée par une accélération des turbulences depuis vingt ans.

L'incertitude est liée à une information détenue par ceux qui décident, et à l'emploi qu'ils en font ; elle est difficilement probabilisable. Le risque, en revanche, est objectivement mesurable et les projets d'une recherche agronomique devraient d'avantage en tenir compte (risques techniques encourus dans une filière, risques financiers, variabilité des données du rendement fonction de l'instabilité des variables, comportement individuel ou collectif de minimisation des risques, etc.). Il nous faut participer davantage à une politique d'efficacité, dans un but de sécurité, même si celle-ci peut, à un moment donné, aller contre l'efficacité productive.

Cela impose de mieux se situer par rapport aux besoins des agriculteurs et de prévoir dès le départ les retombées éventuelles de nouvelles découvertes. Cela impose aussi à la communauté scientifique, qui n'est pas seulement chargée de sécréter des innovations, de constituer dans les appareils d'état, des groupes de créativité où l'imagination mettra en cause les habitudes. La fonction de contestation va de pair avec celle d'innovation. Certes, les lois du marché sont incontournables, mais on

peut s'interroger sur la capacité du marché à assurer la bonne marche d'une société rurale. Il faut donc redéfinir des objectifs et surtout des valeurs qui vont l'orienter. C'est dans cette définition, à laquelle le chercheur doit participer que se situent les défis futurs. Réfléchir à ces défis, c'est repenser la relation entre vérité scientifique et valeurs. Or la vérité scientifique ne nous procure aucune valeur morale. Ce sont les sociétés qui les génèrent, et celles-ci peuvent entrer en contradiction avec une déduction scientifique ou des choix globaux issus d'autres sociétés. Il n'y a donc pas de modèles prêts à l'emploi, pas de conclusions toutes faites.

Réfléchir à ces défis, c'est repenser la protection de toutes les agricultures, éminemment fragiles, c'est repenser la sécurité alimentaire (peut-on affirmer que la sécurité est atteinte parce que quelques-uns seulement pourraient nourrir le monde ?). C'est étudier les possibilités de diversification des cultures. C'est raisonner sur le long terme (axer l'essentiel des réserves mondiales situées dans les grandes plaines américaines sans tenir compte de l'augmentation de température prévue dans 30 ans, est-ce raisonnable ?)

Concevoir l'espace rural dans sa globalité devient une nécessité, car le monde rural est indispensable à l'équilibre des sociétés. Il n'y a pas de parcelle inutile dans un espace quel qu'il soit à condition de réfléchir à son utilisation ■



LA TONTINE Pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement

M. Lelart

La mobilisation de l'épargne dans les pays en voie de développement est devenue un problème lancinant. La plupart de ces pays se sont endettés au-delà de toute mesure et les systèmes bancaires africains sont en pleine décomposition. Cet échec est celui des modèles et des politiques de développement fondés sur les grands projets et sur « l'industrie industrialisante ».

La prise de conscience qui s'impose aujourd'hui confère un intérêt grandissant au secteur informel, notamment à ces pratiques d'épargne et de crédit que sont les tontines. Il y en a dans la plupart des pays en voie de développement, surtout africains, elles sont pratiquées par toutes la population, elles sont d'une souplesse extraordinaire et elles drainent des sommes qui sont parfois considérables.

Cet ouvrage décrit le phénomène tontinier : des monographies effectuées au Bénin et auprès de populations chinoises en soulignent la richesse et la diversité. Il mesure ce phénomène au Niger et au Togo. Enfin, il analyse ce phénomène sous quelques-uns de ses aspects micro- et macro-économiques, et amorce une réflexion sur le rôle que pourraient jouer les tontines face aux banques comme sur les raisons d'un attrait qui ne se dément pas.

Co-édition John Libbey Eurotext/AUPELF-UREF 1990 — 376 pages — 160 FF
80 FF — prix préférentiel : Afrique, Asie, Amérique du Sud, Haïti

BON DE COMMANDE

Veillez m'adresser () exemplaire(s)
de

Veillez trouver ci-joint mon règlement
à l'ordre de John Libbey Eurotext

Nom Prénom

Adresse

Ville..... Pays.....

À retourner à : John Libbey Eurotext
6, rue Blanche - 92120 Montrouge
Tél. : 47.35.85.52 - Fax : 46.57.10.09